



par Gilbert Ribes (56)

Retour à l'entreprise

DK

■ À partir des années 1980, le secteur financier, libéré des contraintes monétaires de Bretton Woods et affranchi des réglementations financières imposées en 1930, profite de la libre circulation des capitaux et des facilités offertes par les paradis fiscaux et les NTIC pour spéculer à grande échelle sur les monnaies, les matières premières, les produits financiers classiques et des produits dérivés inventés de toutes pièces. Trichant à l'occasion, il ne semble plus avoir pour finalité de fournir les capitaux nécessaires au développement à long terme des entreprises non financières, mais de réaliser un profit maximum à court terme.

Dans les années 1990, l'ouverture de toutes les frontières au libre-échange et à la libre circulation des capitaux, combinée à la rapidité et à la diminution des coûts de communication et de transport, élargit la concurrence aux entreprises du monde entier et leur permet de répartir leurs activités entre les différents pays en fonction des coûts (sociaux, fiscaux, environnementaux) résultant des lois en vigueur dans chaque pays. Cette mondialisation entraîne de sévères restructurations.

L'impuissance des dirigeants politiques mondiaux à juguler les excès du secteur financier et à gérer la mondialisation provoque le séisme de 2008, dont les effets se poursuivent en 2013.

Dans le même temps, l'avènement du marché unique et la création de l'euro modifient profondément la situation européenne.

Dans ce contexte bouleversé, il nous a semblé opportun de braquer le projecteur sur la vie des entreprises et leurs relations avec la société.

Quels sont – ou devraient être – en 2013 le rôle et la place des entreprises dans la société ?

En quarante ans, le capitalisme serait-il passé d'une logique industrielle et entrepreneuriale à une logique financière et spéculative, moins soucieuse des intérêts des salariés et de la société ?

Le présent dossier a l'ambition d'apporter un éclairage à ces questions. ■